

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 JUILLET 1914.

Projet de loi étendant la compétence des juges de paix ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Les lenteurs de la procédure civile, l'élévation des frais de justice, leur disproportion avec l'importance des litiges et le montant des sommes à récupérer, ne cessent d'inspirer des plaintes parfaitement justifiées.

Ce sont surtout les classes moyennes, les artisans, les ouvriers qui subissent les fâcheuses conséquences de l'état de choses actuel. Les commerçants se trouvent quasi désarmés en présence de débiteurs qui spéculent sur les frais qu'entraîne un procès, et les aléas du recouvrement de dépens dont les poursuivants doivent faire l'avance : pertes de temps, d'argent, de crédit.

Et, de l'autre côté de la barre, ceux qui succombent dans un litige qu'ils estimaient de leur intérêt de soutenir, qui ont été attirés en justice, dans l'impossibilité où ils se trouvaient d'acquitter une dette, voient leur situation empirée au point de devenir incurable, le principal de la dette s'étant doublé ou triplé par l'adjonction des frais dont le fisc et à côté de lui, les officiers ministériels, ont grossi la somme à raison de devoirs imposés par la procédure actuelle.

Les vœux et les projets en vue de porter remède à cette situation se sont succédé en grand nombre : la diversité des remèdes proposés démontre l'étendue du mal.

Projets en vue de rendre la justice plus rapide; modifications aux règles de l'organisation judiciaire; projets aux fins de la rendre moins coûteuse : modifications aux règles de la compétence.

A côté des tentatives d'une réforme d'ensemble de notre procédure civile — ce qui constituerait la vraie et scientifique solution du problème — sont venus se placer des projets ne visant qu'un chapitre spécial de cette procédure :

Proposition de modification de certaines dispositions de la loi du 25 mars 1876,

(1) Projet de loi, n° 181.

(2) La Commission, présidée par M. Janson, était composée de MM. Destrée, du Bus de Warnaffe, Mechelynck, Tibbaut, Versteyle, Wauwermans.

présentée le 5 mars 1901 par M. Tibbaut et ayant fait l'objet d'un rapport de M. Mabille dès le 5 mars 1901.

Poursuites des infractions de police. Attribution de compétence aux juges de paix des actions en paiement de pensions alimentaires de faible import : propositions de M. Destrée, les 8 mars et 5 avril 1901.

Limitation de la portée de la péremption de l'article 15 du code de procédure. Juge unique en matière correctionnelle : propositions du Gouvernement les 19 et 22 novembre 1907, etc.

Mais toutes ces tentatives sont venues se briser contre l'encombrement des ordres du jour. Rien n'a été fait ; et il semble qu'à moins de limiter les réformes à l'un ou à l'autre point sur lesquelles les controverses ont cessé, la moindre amélioration tardera encore trop longtemps avant que d'être réalisée.

Faut-il entrer dans cette voie des revisions partielles, et s'attacher à accomplir, comme une première tentative, la réforme que consacre le projet actuel ?

Certains membres de la Commission ont éprouvé des hésitations à cet égard et auraient souhaité que des éléments puisés dans la statistique eussent permis d'apprécier l'importance du travail supplémentaire que l'extension de la compétence *ratione materie* et *summae* entraînera pour les juges de paix. Ils ont émis la crainte que cette charge ne soit par trop considérable, et ce au moment où le personnel de certains tribunaux — qui vont précisément se trouver déchargés — fait l'objet d'une proposition d'augmentation.

Cependant, la majorité de la Commission a estimé que le projet constituait un incontestable progrès, qu'il était de nature à apporter aux justiciables de très appréciables avantages et un réel soulagement : c'est un premier pas très heureusement fait dans la voie de simplification de la procédure. A défaut de pouvoir entreprendre l'édifice tout entier, les constructions qui seront immédiatement érigées et qui permettront de satisfaire à des besoins urgents, sont conçues sur un tel plan qu'elles pourront s'adapter sans grandes modifications dans l'ensemble souhaité.

C'est en s'inspirant de ces considérations générales, que la Commission a abordé l'examen du projet.

L'EXTENSION DE LA COMPÉTENCE QUANT AU TAUX DES DEMANDES.

Le projet de loi porte le taux de la compétence *générale* en dernier ressort de 100 à 500 francs ; en premier ressort de 500 à 600 francs.

Le chiffre de 500 francs est celui adopté par le législateur français : « Il se justifie d'ailleurs très facilement, disait-il : il ne faut pas que pour des litiges inférieurs à cette somme, on puisse accumuler des frais énormes, devant lesquels l'humble plaideur recule et dont la menace constitue un moyen d'intimidation pour le plaideur puissant contre un adversaire peu fortuné. D'un autre côté, au-dessus d'un certain chiffre, il est indispensable d'assurer aux justiciables la garantie d'un double degré de juridiction. Il nous a paru que le chiffre de 500 francs était une juste limite répondant bien aux deux besoins contraires (1). »

(1) Rapport à la Chambre des députés, du 25 février 1903.

L'article premier du projet ne nécessite donc aucuns commentaires : la jurisprudence actuelle subsistera avec la seule modification de sommes substituées à d'autres sommes.

Rien n'est non plus modifié, quant à la règle de l'article 17 du Code de procédure civile : les jugements des juges de paix continueront à être exécutoires par provision, nonobstant appel, et sans caution, jusqu'à concurrence de trois cents francs. Ils continueront à n'être exécutoires, si la condamnation porte sur une somme supérieure, que moyennant disposition expresse et à charge de caution.

Il en résulte donc que, dans toutes les causes entraînant l'exécution d'une condamnation, une exécution provisoire sans caution n'aura lieu que dans les causes jugées en dernier ressort.

L'EXTENSION DE LA COMPÉTENCE QUANT A L'OBJET DES DEMANDES.

1° *Pensions alimentaires.* — Le projet de loi (art. 3) étend sa compétence à la matière des pensions alimentaires, d'un import inférieur à 600 francs, dont la cause juridique réside dans les articles 205, 206 et 207 du code civil.

Le juge de paix n'a donc pas compétence pour statuer sur la demande en pension alimentaire de la femme au cours de la procédure en divorce (art. 268, C. p. c.) : C'est là un incident d'une autre instance.

Comment cet article se combine-t-il avec l'article 27 de la loi de compétence qui décrète un mode particulier d'évaluation applicable aux demandes en pension alimentaire?

L'article 3, alinéa 2, range dans la compétence spéciale des juges de paix, c'est-à-dire dans celle qui est indépendante de l'évaluation de la demande, une catégorie nouvelle d'affaires, les actions en réclamation de pension alimentaire n'excédant pas en totalité 600 francs d'arrérages annuels.

Il résulte du texte proposé et de la place qu'il occupera dans la loi de compétence au nombre des dispositions qui déterminent la compétence spéciale des juges de paix que le demandeur en pension alimentaire n'aura plus à faire l'évaluation de celle-ci, conformément à l'article 27, pour savoir si c'est devant le tribunal de 1^{re} instance ou devant le juge de paix qu'il doit introduire son action.

Quand la pension réclamée ne dépassera pas 600 francs par an, c'est à ce dernier qu'il appartiendra d'en connaître et dans les autres cas au tribunal de 1^{re} instance.

Le chiffre de 600 francs indique la somme entière qui est réclamée, même quand il y a plusieurs débiteurs, et non celle qui est demandée à chacun d'eux : c'est ce qu'expriment les mots « en totalité » qui figurent dans le texte.

Dans quels cas faudra-t-il encore avoir recours au mode d'évaluation de l'article 27? A s'en rapporter au texte proposé par le Gouvernement, l'article 27 ne s'appliquerait plus, en matière de pension alimentaire fondée sur les articles 205 à 207 que pour déterminer le ressort à l'égard des demandes portées directement dans le tribunal de 1^{re} instance : celles-ci dépasseraient toutes le taux du dernier ressort.

Nous venons de voir, en effet, que l'article 27 ne servira plus à fixer la compé

tence. Il ne servirait pas davantage à déterminer le ressort, pour les affaires portées devant le juge de paix, l'article 3^{bis} tel qu'il est proposé n'attribuant à celui-ci, qu'en premier ressort, la connaissance des demandes de l'espèce.

On peut se demander s'il ne conviendrait pas d'amender le projet sur ce point et de permettre aux juges de paix de statuer définitivement sur les demandes dont la valeur n'excède pas le taux de leur compétence ordinaire : dans le cas actuel les demandes dont la valeur capitalisée conformément à l'article 27 est inférieure à 300 francs.

C'est pourquoi la Commission a estimé qu'il y avait lieu de supprimer dans la disposition proposée les mots : « en premier ressort ».

L'évaluation de la demande pour déterminer le ressort sera donc faite conformément aux dispositions du droit commun.

Le juge de paix statueront en premier ressort si la valeur de la demande déterminée conformément à l'article 27 de la loi de compétence dépasse 300 francs.

Il ne peut y avoir d'équivoque à cet égard, et il a paru inutile de le déclarer en termes exprès dans le texte d'un amendement.

Ainsi sera établie l'harmonie entre les diverses matières qui sont rangées dans la compétence spéciale et qui, en vertu de l'alinéa 1^{er} de l'article 3 de la loi de 1876, étaient jugées en dernier ressort jusqu'à la valeur de 100 francs et le seront, désormais, jusqu'à la valeur de 300 francs.

2° Autorisation de la femme mariée.

On a soutenu que le juge de paix n'a pas le droit d'autoriser la femme mariée à ester en justice et que l'article 218 du Code civil ne s'applique qu'aux juridictions ordinaires

Combien il est anormal d'exiger qu'une femme qui doit plaider en justice de paix doive assigner son mari en autorisation devant le tribunal civil !

Le juge de paix — aux termes de l'article 41 de la loi du 10 mars 1900 — est déjà fondé à autoriser la femme mariée à ester en justice pour toutes contestations pour faits d'ouvrage, de travail et de salaire.

Cette disposition a été reprise dans l'article 63 de la loi des prud'hommes.

Ces deux textes ne supposent pas une constatation d'absence ou d'empêchement du mari.

Il en sera de même ici : il suffit de l'envoi de l'avertissement prévu à l'article 5^{er} du projet.

L'avertissement est un avis écrit, officiel, adressé à la personne intéressée. Il sera donc donné par le greffier, sous le contrôle du juge

Le juge fixera les délais qu'il convient d'observer et appréciera si la partie a été dûment avertie. C'est l'application du principe qui laisse en la matière des citations de justice de paix certain pouvoir appréciateur au juge de paix (art. 21, C. p. c.).

3° Extensions proposées par la Commission.

La Commission a estimé que la compétence du juge de paix pourrait, sans inconvénient, être étendue, à d'autres contestations, ou l'importance du litige

n'est pas plus considérable, et où les frais et délais de procédure constituent la source d'intolérables abus.

Des jugements définitifs sont, trop souvent, vinculés par des procédures en revendication que les tribunaux de première instance ne solutionnent qu'après de longs mois, — le mauvais vouloir ou la force d'inertie du revendiquant parfois coalisé avec le saisi, prêtent le plus efficace concours à ces lenteurs.

Lorsque la solution intervient le gage est devenu insuffisant pour couvrir les états des avoués et le salaire du gardien.

D'autre part, en matière de saisies-arrêts les inconvénients de la procédure ne sont pas moins grands.

Aujourd'hui déjà, d'après l'article 822 du Code de procédure le créancier qui veut pratiquer une saisie-arrêt peut s'adresser au président du tribunal *ou au juge de paix*. Mais, quand c'est ce dernier qui a donné la permission, il n'a pas à apprécier le mérite de la saisie : il pourra prononcer sur le bien-fondé de la prétention qui sert de raison de la saisie. Mais il faudra retourner devant le tribunal civil pour faire statuer sur ce qui n'est qu'une question de procédure...

Il en est de même en matière de saisies foraines.

De là deux procès, lents, coûteux : le premier devant le juge, le second devant le tribunal.

Pourquoi n'étendrait-on pas ici la règle que l'article 3, 4° a admise en matière de demande en validité ou en mainlevée de saisie-gagerie ?

Aussi la Commission a-t-elle été d'avis qu'il était souhaitable d'assurer la conclusion rapide et économique de ces procès.

L'article 14 de la loi française du 12 juillet 1905 a conféré au juge de paix une compétence limitée en matière de saisie-arrêt de droit commun. La loi du 13 juillet 1907 a augmenté ces pouvoirs dans un cas particulier : Le juge de paix est compétent pour connaître des saisies-arrêt dont les *causes* n'excèdent pas les limites de sa compétence.

Une semblable disposition serait de nature à assurer dans notre pays les mêmes excellents résultats.

Il s'agit ordinairement de créanciers ou de débiteurs particulièrement intéressants, dont le plus clair de l'avoir disparaît actuellement dans un naufrage causé par l'accumulation des frais.

Il n'y a nul inconvénient à étendre la dérogation au principe que les juges ne connaissent pas de l'exécution de leurs jugements, dérogation que l'article 6 de la loi du 25 mars 1841 et l'article 6 de la loi du 25 mars 1876 ont déjà instituée.

La Commission a traduit le résultat de ces observations en un amendement. Ce texte se rattachant à l'exécution de jugements doit trouver place à la suite des dispositions réglant la compétence normale des juges de paix.

Elle signale que la disposition relative à la procédure de saisie-arrêt implique le droit du juge de statuer sur les demandes en déclaration affirmative.

Si les titres des créanciers sont contestés et si les causes de la contestation excèdent la compétence, ils sursoieront jusqu'à ce que les tribunaux civils aient prononcé.

Cette extension est en rapport avec le vœu exprimé par la *Commission nationale de la petite bourgeoisie* : « diminuer le nombre des significations prescrites dans les procédures de saisie-arrêt, de saisie-gagerie, de saisie-revendication, de saisie immobilière. Conférer au juge compétent au principal qualité pour autoriser les saisies-arêts, les saisies conservatoires, la saisie-gagerie et la saisie en revendication. » (1)

*
* *

Le 24 mars 1876, la Chambre et le Sénat adoptèrent définitivement le titre II du livre préliminaire du Code de procédure civile, dont le chapitre deuxième s'occupait de la conciliation.

Ces dispositions ne furent jamais promulguées — bien qu'à de nombreuses reprises les membres de la Chambre et du Sénat aient attiré l'attention du Gouvernement sur l'opportunité de cette promulgation.

Le 26 janvier 1896, en vue de laisser la voie libre à cette promulgation, le Gouvernement déposa un projet de loi qui abrogeait notamment le titre 1^{er} livre 2 première partie, du même code, réglant la même matière, et toutes les autres dispositions de ce code et des lois préliminaires qui dispensent expressément du préliminaire de conciliation, par exemple (articles 320, 343, 566, 839, 871, 883 du Code de procédure civile; article 94 loi du 16 décembre 1834, article 53 de la loi du 15 août 1834, etc.).

Bien que ce projet ait fait l'objet d'un rapport favorable de M. Bilaut, au nom de la commission spéciale, le 24 avril 1896, il ne fut pas davantage donné suite à ce projet.

Votre Commission a été d'avis qu'il serait hautement désirable de voir aboutir cette réforme sans plus tarder.

Un amendement au présent projet avait même été rédigé par un des membres de la Commission, mais il a finalement reconnu qu'il serait préférable, en considération des rétroactes, et notamment des votes du 24 mars 1876, que cette modification fit l'objet d'une proposition émanant du Gouvernement.

LE JUGE DE POLICE.

Le nombre des affaires répressives déferées aux tribunaux de police des grandes villes atteint un chiffre considérable.

Sur un nombre total de 169,138 inculpés, 18,118 ont comparu devant les juges de paix de Bruxelles, et 13,639 devant les juges de paix d'Anvers.

Un cinquième du nombre des inculpés avait à répondre de délits renvoyés au tribunal de police par la chambre du conseil.

Si le chiffre de ces inculpés tend à diminuer, celui des inculpés d'infractions prévues par les règlements provinciaux et communaux tend à s'accroître et la raison de cette augmentation est donnée par la rubrique : grande voirie et roulage.

Nul ne songe à se plaindre de la participation plus grande réclamée des juges de paix à l'administration de la justice répressive. Bien au contraire, le rapport de la section centrale sur le budget de la justice du présent exercice, demandait si

(1) *Rapports et vœux*, p. 144, *procès-verbal*, 4^e et 5^e section, séance du 22 janvier 1907, page 276.

L'on ne pourrait soumettre aux juges de paix « nombre de délits prévus par le » Code forestier, les lois sur les postes, sur la voirie urbaine, sur l'art de guérir » et l'art vétérinaire, et beaucoup d'autres »?

Mais il ne faut pas songer à cette extension de compétence, si ces devoirs nouveaux viennent s'ajouter à la charge actuelle des juges de paix en matières civiles : La réforme préconisée il y a quelques années, et tendant à introduire le jugement par correspondance pour les contraventions simples, non sujettes à discussion, fournirait, peut-être, une excellente solution, mais elle n'a pas encore pu être soumise à l'examen qu'elle mérite.

L'institution d'un juge de police à Bruxelles — là où les rôles se trouvent particulièrement chargés et où le relèvement du taux de la compétence apportera une forte augmentation des causes civiles — constituera une expérience dont les résultats permettront de se prononcer sur l'application en d'autres villes du pays. On a émis la crainte qu'un magistrat appelé par la nature de ses fonctions à connaître exclusivement de causes d'une même nature, ne vint à subir une certaine « déformation professionnelle » et ne se trouve tenu à l'écart des études juridiques qu'entraîne la variété des causes soumises au juge dont la compétence n'est pas exclusive.

Il a été répondu que ce travail — que le juge de police partagera avec des suppléants — laisse toujours ouvert le champ des contestations civiles qui se rattachent aux infractions poursuivies et dont la réparation est poursuivie par action jointe.

Ces intérêts sont considérables : Citons notamment les conséquences des accidents de roulage : elles nécessitent souvent des expertises, des descentes de lieux, l'examen d'éléments multiples pour le calcul des responsabilités.

Les infractions aux règlements sur les bâtisses, entraînant obligation de démolition, donnent ouverture à des questions non moins délicates.

Le juge chargé du service de police ne sera pas tenu à l'écart du domaine du droit civil. Mais il pourra se spécialiser dans un domaine plus particulier et sa connaissance particulière des règlements communaux et des lois et pourra contribuer à en mieux dévoiler les imperfections et les lacunes et les éléments utiles en vue des réformes à y apporter.

La spécialisation en matière pénale a ses défenseurs comme ses adversaires.

Et il a été invoqué qu'il y avait un avantage incontestable dans une même agglomération, divisée en trois cantons à instituer une jurisprudence uniforme dans l'interprétation des textes et l'application des peines : Un juge permanent sera bien mieux à même — surtout en matière de vagabondage et de contraventions de jeunes délinquants — d'appliquer la loi, que des magistrats ignorants des conditions dans lesquelles les mêmes faits ont été appréciés au hasard d'un autre trimestre.

L'on peut également penser que l'institution du juge de police pourra fournir une première contribution à la question de réforme des tribunaux pour enfants.

Combien cette réforme est souhaitable ! Puisse-t-elle ne pas être plus longtemps différée.

L'existence du juge de police consacrée, il y a lieu de bien préciser ses attributions.

Le magistrat nouveau — qui pourrait à bon droit s'appeler le *président du tribunal de police* : les jugements en cette matière ne portent-ils pas dans l'intitulé le nom du juge, suivi de la mention *Président* — sera un juge de paix à l'égal des autres juges et ayant le même rang.

Mais bien que juge de paix, il n'aura pas toutes les attributions des autres juges de paix. Il n'aura point de juridiction gracieuse ni administrative.

Il est *exclusivement* chargé de tout ce qui concerne les matières pénales de la compétence des juges de paix. C'est lui qui aura dans ses attributions exclusives l'application de la loi sur le vagabondage.

Il en est *seul* chargé : ses collègues sont dépouillés d'une part des attributions dont ils sont investis aujourd'hui. Il ne recueille que celles-ci : Il ne pourrait donc intervenir pour exercer les attributions spéciales qui leur sont dévolues : la passation de certains actes, tels les contrats d'adoption, les actes d'émancipation, de tutelle officielle, de notoriété, la réception des rapports de mer, des appositions de scellés, l'exécutoire des contraintes.

Il n'est pas de pratique que des affirmations de procès-verbaux constatant des infractions de droit commun soient réclamées à Bruxelles. S'il n'en était autrement, il aurait cette mission.

Par contre, les procès-verbaux en matière fiscale ne sont pas considérés comme des actes se rattachant à la police. C'est donc le juge de paix « civil » qui devra continuer à prêter son ministère en ces matières comme aussi dans les cas où son intervention serait requise pour l'ouverture des portes aux fins de constatations.

C'est le juge de paix chargé d'assurer les services de police qui devra présider les conseils de discipline de la garde civique. Actuellement ces fonctions étaient remplies par chaque juge de paix pendant son trimestre de police.

La Commission spéciale croit utile de préciser cette portée du projet en introduisant le mot « exclusivement ».

*
* *

L'établissement, en vertu de l'article 4 de la loi projetée, d'un tribunal de police pour les trois cantons de Bruxelles, devra être complété par la création d'un emploi nouveau de greffier attaché à ce tribunal de police. Il est inutile de prévoir cette création dans la loi elle-même : les tableaux annexés à la loi d'organisation judiciaire ne contiennent pas l'indication des emplois de greffier de justice de paix établis en vertu de la loi comme pour les cours et les tribunaux de 1^{re} instance. Aussi aucune des lois qui ont créé de nouvelles justices de paix n'ont-elles prévu expressément l'établissement des greffes.

*
* *

Le nombre des suppléants dans les trois autres justices de paix de Bruxelles étant de trois, il n'y a pas de raisons, semble-t-il, de rompre l'uniformité en

limitant à deux le nombre des suppléants du juge chargé du tribunal de police.

La réforme actuelle devra être nécessairement complétée à bref délai par des réformes accessoires.

Le fonctionnement de la loi indiquera s'il n'y a pas lieu de rechercher certaines dispositions en vue de restituer à des juges plus rapprochés des justiciables la connaissance de certains litiges : on a signalé à cet égard l'abus résultant de la clause d'élection de domicile insérée dans certains contrats d'assurances : des assurés habitant aux frontières du pays sont obligés, pour éviter d'être condamnés par défaut, de venir présenter leur défense devant un juge de la capitale.

La loi sur les accidents de travail a déjà fait bonne justice de ces pratiques en rendant exclusivement compétent le juge du domicile de la victime.

D'autre part, de nombreuses anomalies existent dans la classification des justices de paix : les justices de paix de Bruxelles sont de deuxième classe, et si deux des juges et leurs greffiers sont, à titre personnel, maintenus dans la classe supérieure leur collègue dont le rôle a l'importance des deux autres rôles réunis figure dans la classe inférieure.

C'est là une situation qui ne peut perdurer.

Mais à examiner et vouloir résoudre tous ces problèmes l'on risquerait de n'aboutir à la solution d'aucun.

La Commission n'a pas cru devoir s'y résoudre.

Cette considération seule empêche d'introduire, dans la présente loi, le remède.

*
* *

Diverses propositions nouvelles ont été ajoutées au texte primitif du projet, d'autres, par suite de modifications proposées, doivent subir un changement de numérotation.

Dans ces conditions, au point de vue de la clarté du projet il semble préférable de suivre, article par article, les dispositions de la loi du 25 mars 1876 et de rattacher à un article spécial toutes les dispositions se rattachant à un article déterminé de la loi de 1876.

*
* *

Par quatre voix contre une, la Commission a l'honneur de vous proposer l'adoption du projet.

Le Rapporteur,

P. WAUWERMANS.

Le Président,

P. JANSON.

Texte du Gouvernement.

ARTICLE PREMIER.

L'article 2, les alinéas 1 et 2 de l'article 3 et l'article 7 de la loi du 25 mars 1876 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« ART. 2. — Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 300 francs, et, en premier ressort, jusqu'à la valeur de 600 francs.

» ART. 3, alinéas 1 et 2. — Ils connaissent, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 300 francs, et, en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever :

» 1° Des actions en paiement de loyers ou fermages, des congés, des demandes en résiliation de baux fondées sur le seul défaut de paiement, des expulsions de lieux et des demandes en validité ou en mainlevée de saisie gagerie, pourvu que le prix annuel de la location n'excède pas 600 francs.

» ART. 7. — Quand la valeur de la demande dépasse 600 francs, ils se déclarent pareillement incompétents, dans les cas prévus aux n°s 1, 2, 3, 4, 9, 10 et 11 de l'article 3, si le titre, la propriété, les droits de servitude ou la mitoyenneté du mur sont contestés. »

ART. 2.

Le chiffre de 300 francs est substitué au chiffre de 100 francs aux articles 8 et 21 de la loi du 7 octobre 1886 (Code rural).

Tekst der Regeering.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 2, de alinea's 1 en 2 van het 3^{de} artikel en artikel 7 der wet van 25 Maart 1876 worden door de volgende bepalingen vervangen :

« ART. 2. — De vrederechters nemen kennis van al de burgerlijke rechtsvorderingen, in hoogsten aanleg tot eene waarde van 300 frank en, in eersten aanleg, tot eene waarde van 600 frank.

» ART. 3, alinea's 1 en 2. — Zij nemen kennis, in hoogsten aanleg tot eene waarde van 300 frank en, in eersten aanleg, hoe groot het bedrag van den eisch ook zij :

» 1° Van de rechtsvorderingen tot betaling van huishuren of pachten, van de opzeggingen, van de eischen tot vernietiging van huurcedels, gegrond enkel op het in gebreke blijven van betalen, van de plaatsontuimingen en van de eischen tot geldigverklaring of opheffing van pandbeslag, mits de jaarlijksche huurprijs niet meer dan 600 frank bedraagt.

» ART. 7. — Wanneer de waarde van den eisch 600 frank te boven gaat, verklaren zij zich eveneens onbevoegd, in de gevallen voorzien bij n°s 1, 2, 3, 4, 9, 10 en 11 van artikel 3, indien de titel, de eigendom, de rechten van erfdienstbaarheid of de gemeenschap van den muur worden betwist. »

ART. 2.

Het cijfer « 100 frank » wordt door het cijfer « 300 frank » vervangen in de artikelen 8 en 21 der wet van 7 October 1886 (Landelijk Wetboek).

Texte de la Commission.

ARTICLE PREMIER.

L'article 2 de la loi du 25 mars 1876 est remplacé par la disposition suivante :

« ART. 2. — Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 500 francs, et, en premier ressort, jusqu'à la valeur de 600 francs.

(Voir article 3 du texte de la Commission.)

(Voir article 3 du texte de la Commission.)

Tekst der Commissie.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 2 der wet van 25 Maart 1876 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« ART. 2. — De vrederechters nemen kennis van al de burgerlijke rechtsvorderingen, in hoogsten aanleg tot eene waarde van 500 frank en, in eersten aanleg, tot eene waarde van 600 frank. »

(Zie artikel 3 van den tekst der Commissie.)

(Zie artikel 3 van den tekst der Commissie.)

Texte du Gouvernement.

ART. 3.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 25 mars 1876, à la suite de l'article 3 :

« ART. 3^{bis}. — Les juges de paix connaissent, en premier ressort, des demandes en pension alimentaire n'excédant pas en totalité 600 francs par an, fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil. »

(Voir plus loin la suite de cet article.)

Tekst der Regeering.

ART. 3.

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan de wet van 25 Maart 1876, na artikel 3 :

« ART. 3^{bis}. — De vrederechters nemen kennis, in eersten aanleg, van de eischen tot bekoming van kostgeld, in het geheel niet meer dan 600 frank per jaar bedragende en gegrond op de artikelen 205, 206 en 207 van het Burgerlijk Wetboek. »

(Zie hieronder het vervolg van dat artikel).

Texte de la Commission.

ART. 2.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 25 mars 1876, à la suite de l'article 2 :

ART. 2bis. — Les juges de paix connaissent des demandes en pension alimentaire n'excédant pas en totalité 600 francs par an, fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil.

ART. 3.

Les alinéas 1 et 2 de l'article 3 de la loi du 25 mars 1876, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« ART. 3, alinéas 1 et 2. — Ils connaissent, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 500 francs, et, en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever :

» 1^o Des actions en paiement de loyers ou fermages, des congés, des demandes en résiliation de baux fondées sur le seul défaut de paiement, des expulsions de lieux et des demandes en validité ou en mainlevée de saisie-gagerie, pourvu que le prix annuel de la location n'excède pas 600 francs.

ART. 4.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 25 mars 1875, à la suite de l'article 3 :

ART. 3bis. — Les juges de paix connaissent des demandes en validité, nullité et mainlevée de saisies-

Tekst der Commissie.

ART. 2.

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan de wet van 25 Maart 1876, na artikel 2 :

« ART. 2bis. — De vrederechters nemen kennis van de eischen tot bekoming van kostgeld, in het geheel niet meer dan 600 frank per jaar bedragende en gegrond op de artikelen 205, 206 en 207 van het Burgerlijk Wetboek. »

ART. 3.

De alinea's 1 en 2 van artikel 3 der wet van 25 Maart 1876 worden vervangen door de volgende bepalingen :

« ART. 3, alinea's 1 en 2. — Zij nemen kennis, in hoogsten aanleg tot eene waarde van 500 frank en, in eersten aanleg, hoe groot het bedrag van den eisch ook zij :

» 1^o Van de rechtsvorderingen tot betaling van huishuren of pachten, van de opzeggingen, van de eischen tot vernietiging van huurcedels, gegrond enkel op het in gebreke blijven van betalen, van de plaatsontuimingen en van de eischen tot geldigverklaring of opheffing van pandbeslag, mits de jaarlijksche huurprijs niet meer dan 600 frank bedraagt. »

ART. 4.

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan de wet van 25 Maart 1875, na artikel 3 :

« ART. 3bis. — De vrederechters nemen kennis van de eischen tot geldigheid, nietigheid en opheffing

Texte du Gouvernement.

Tekst der Regeering.

» ART. 5^{ter}. — Les juges de paix peuvent autoriser une femme mariée à ester en justice devant leur tribunal,

» ART. 5^{ter}. — De vrederechters moghen eene gehuwde vrouw toelaten vóór hunne rechtbank in rechten te

Texte de la Commission.

exécutions, de saisies arrêts et oppositions, des demandes en déclaration affirmative, des demandes en validité, nullité en mainlevée, de saisies-brandons, de saisies-revendications, de saisies sur débiteurs forains, des demandes en revendication d'objets saisis, lorsque les causes de la saisie n'excèdent pas les limites de leur compétence.

Le juge de paix du domicile du débiteur et même celui du tiers saisi ont en ce cas compétence pour délivrer, sur requête, la permission exigée par l'article 558 du Code de procédure civile.

En ces matières, comme en matière de saisie-gagerie, si les saisies ne peuvent avoir lieu qu'en vertu de la permission du juge, cette permission sera accordée sur requête, par le juge de paix du domicile du débiteur ou encore du domicile du tiers saisi, s'il s'agit de saisies arrêts ou de saisies-exécutions.

S'il s'agit de saisies-brandons, de saisies-revendications, de saisies-gageries et de saisies sur débiteurs forains, la permission sera accordée par le juge du lieu où la saisie aura été faite.

» ART. 3^{er}. — Les juges de paix peuvent autoriser une femme mariée à ester en justice devant leur tribunal, lors-

Tekst der Commissie.

van inbeslagnemingen bij uitvoering, van beslag onder derden en verzet, van de eischen tot bevestigende verklaring, van de eischen tot geldigheid, nietigheid en opheffing van beslag op vruchten te veld, van beslag in eigening, van beslag op goederen der buiten 't gebied wonende schuldenaren, van de eischen tot terugvordering van in beslag genomen voorwerpen, wanneer de rechtsgronden der beslaglegging de perken van hunne bevoegdheid niet te buiten gaan.

» De vrederechter der woonplaats van den schuldenaar en zelfs die der woonplaats van den derden beslagene zijn, in dit geval, bevoegd de toelating, vereischt bij artikel 558 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, te verleen en op verzoekschrift.

» In deze zaken, zooals in zake van pandbeslag, indien het beslag niet kan geschieden dan uit kracht van de toelating des rechters, wordt deze toelating verleend, op verzoekschrift, door den vrederechter der woonplaats van den schuldenaar en zelfs door dien der woonplaats van den derden beslagene, indien het inbeslagnemingen onder derden of bij uitvoering betreft.

Indien het betreft beslag op vruchten te veld, beslag in eigening, pandbeslag en beslag op goederen der buiten 't gebied wonende schuldenaren, wordt de toelating verleend door den rechter der plaats waar het beslag moet worden gedaan.

» ART. 3^{er}. — De vrederechters mogen eene gehuwde vrouw machtigen voor hunne rechtbank in rechten

Texte du Gouvernement.

lorsqu'elle n'obtient pas cette autorisation de son mari entendu ou dûment appelé par voie de simple avertissement. »

(Voir article 2 du texte du Gouvernement.)

ART. 4.

Il est créé, Bruxelles, une justice de paix supplémentaire dont le titulaire est chargé, avec trois suppléants, d'assurer le service du tribunal de police.

Dispositions transitoires.

ART. 5.

Les affaires régulièrement introduites avant l'entrée en vigueur de la présente loi seront continuées devant le juge qui en sera saisi.

Dans toutes les instances dans lesquelles n'est intervenu aucun jugement interlocutoire ni définitif, le droit d'interjeter appel sera réglé d'après les dispositions de la présente loi.

Tekst der Regeering.

verschijnen, wanneer zij die toelating niet verkrijgt van haren echtgenoot, die werd gehoord of behoorlijk opgeroepen bij eenvoudige waarschuwing. »

(Zie artikel 2 van den tekst der Regeering).

ART. 4.

Een aanvullendyrederecht wordt te Brussel opgericht, waarvan de titularis, met drie plaatsvervangers, is belast met de waarneming van den dienst der politierechtbank.

Overgangsbepalingen.

ART. 5.

De zaken, regelmatig ingeleid vóór de invoering dezer wet, worden voortgezet voor den rechter bij wien zij aanhangig werden gemaakt.

Voor al de rechtsvorderingen, waarin geen interlocutoir of eindvonnis is gewezen, wordt het recht om, in hooger beroep te gaan geregeld naar de bepalingen van deze wet.

Texte de la Commission.

qu'elle n'obtient pas cette autorisation de son mari entendu ou dûment appelé par voie de simple avertissement. »

ART. 5.

[Le chiffre de 500 francs est substitué au chiffre de 100 francs aux articles 8 et 21 de la loi du 7 octobre 1866 (Code rural).]

ART. 6.

(Comme ci-contre.)

Dispositions transitoires.

ART. 7.

(Comme ci-contre.)

Tekst der Commissie.

op te treden. wanneer zij deze machtiging niet verkrijgt van haren echtgenoot, gehoord of behoorlijk opgeroepen bij eenvoudige waarschuwing. »

ART. 5.

Het cijfer « 100 frank » wordt door het cijfer « 500 frank » vervangen in de artikelen 8 en 21 der wet van 7 October 1886 (Landelijk Wetboek).

ART. 6.

(Als hiernevens.)

Overgangsbepalingen.

ART. 7.

(Als hiernevens.)



(18)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 JULI 1911.

Ontwerp van wet tot uitbreiding van de bevoegdheid der vrederechters⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

Met reden wordt voortdurend geklaagd over den tragen gang van de burgerlijke rechtsgedingen, over de hooge gerechtskosten, geenszins in verhouding tot de belangrijkheid der geschillen en het bedrag der in te vorderen sommen.

Voor al de middenstand, de ambachtslieden en de arbeiders dragen de jammerlijke gevolgen van den bestaanden toestand. De handelaars hebben als 't ware geen vat op schuldenaars die weten wat al kosten een rechtsvordering medebrengt, hoe moeielijk het voor de schuldenaars is de gedane voorschotten terug te krijgen, aan welk verlies van tijd, geld en crediet dezen blootgesteld zijn.

En zij, die het onderspit delven bij een geding dat zij dachten in hun eigen belang te moeten instellen, die voor het gerecht worden gedaagd omdat het hun onmogelijk was eene schuld te kwijten, geraken in een slechteren toestand die op den duur zonder uitkomst is, daar de hoofdsom der schuld verdubbeld of verdrievoudigd is ten gevolge van de bijkomende kosten, door den fiscus en tevens door de ministerieele ambtenaren verzwaaard wegens verrichtingen door de bestaande rechtspleging opgelegd.

Talrijke wenschen en ontwerpen, waardoor men dezen toestand wilde verhelpen, volgden elkander op; de uiteenlopende voorgestelde middelen bewijzen hoe uitgestrekt het kwaad is.

Tot die middelen behooren ontwerpen, ten doel hebbende het berechten der zaken te bespoedigen; wijzigingen in de regelen der rechterlijke inrichting; ontwerpen om de gerechtskosten te verminderen; wijzigingen in de regelen der bevoegdheid.

(1) Wetsontwerp, n^r 181.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Janson, bestond uit de heeren Destrée, du Bus de Warnaffe, Mechelyneck, Tibbaut, Versteylen, Wauwermans.

Naast de pogingen strekkende tot eene gezamenlijke hervorming van onze burgerlijke rechtspleging — wat de ware en wetenschappelijke oplossing van het vraagstuk zou zijn — komen ontwerpen die enkel een bijzonder hoofdstuk van deze rechtspleging beoogen :

Voorstel tot wijziging van sommige bepalingen der wet van 25 Maart 1876, ingediend op 5 Maart 1901 door den heer Tibbaut, waarover de heer Mabilie reeds op 3 April 1903 verslag uitbracht.

Rechtsvervolging wegens politieovertredingen en toekenning van bevoegdheid aan de vrederechters voor betaling van onderhoudskosten van gering bedrag : voorstellen van den heer Destrée, 8 Maart en 3 April 1901.

Beperking van de gevallen waarop dreigt het verval voorzien bij artikel 15 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging. Enkele rechter in boetstraffelijke zaken : ontwerpen uitgegaan van de Regeering op 19 en 22 November 1907, enz.

Doch al deze voorstellen kwamen niet in behandeling doordien er al te veel ontwerpen aan de dagorde stonden. Niets daarvan kwam terecht; en 't schijnt dat, zoo men de hervormingen, waarover geen verschil van meening langer bestaat, niet beperkt tot een of ander punt, men nog lang zal moeten wachten op verwezenlijking van de minste hervorming.

Moet men overgaan tot deze gedeeltelijke hervormingen en, als eerste streven, trachten de hervorming in te voeren, die door het aanhangig ontwerp wordt gehuldigd?

In dat opzicht aarzelden sommige leden der Commissie : zij verlangden dat men door middel van gegevens, aan de statistiek ontleend, hadde kunnen berekenen den omvang van het meerdere werk, door uitbreiding van de bevoegdheid *ratione materiae et summae* aan de vrederechters op te leggen. Zij gaven lucht aan de vrees dat die last te aanzienlijk zou zijn, en wel op 't oogenblik dat het personeel van sommige rechtbanken — juist die welke eerlang worden ontlast — op het punt staat te worden vermeerderd.

Echter was de meerderheid der Commissie van oordeel dat het ontwerp onmiskenbaar een vooruitgang is; dat het den rechtsonderhoorigen aanzienlijke voordeelen en eene ware verzachting kan aanbrengen : 't is een gelukkig eerste begin van vereenvoudiging der rechtspleging. Kan men niet het gansch gebouw optrekken, toch zijn de onmiddellijk op te richten gedeelten, beantwoordend aan onmiddellijke behoeften, opgevat naar zoo een plan, dat zij zonder groote wijzigingen kunnen passen bij het verlangde geheel.

Uitgaande van deze algemeene beschouwingen, onderzocht de Commissie het ontwerp.

UITBREIDING VAN DE BEVOEGDHEID IN ZAKE VAN HET BEDRAG DER VORDERINGEN.

Door het ontwerp wordt *algemeene* bevoegdheid in laatsten aanleg toegekend tot een bedrag van 100 tot 300 frank; in eersten aanleg tot een bedrag van 300 tot 600 frank.

500 frank is het cijfer dat werd aangenomen door den wetgever in Frankrijk : « Het is overigens heel gemakkelijk te rechtvaardigen, is er gezegd : voor geschillen voor min dan deze som mag men geen overgrooté kosten laten oploopen ; de nederige burger deinst daarvoor terug en bedreiging daarmede is een middel tot vreesaanjaging vanwege een zeer vermogenden persoon ten opzichte van eene weinig gegoede tegenpartij. Anderdeels is het, boven zeker cijfer, onontbeerlijk den rechtsonderhoorigen den waarborg van een dubbelen graad van rechtsmacht te verstrekken. Het kwam ons voor, dat het cijfer « 500 frank » eene billijke grens is, goed beantwoordend aan de twee tegenstrijdige behoeften (1). »

Het eerste artikel van het ontwerp vergt dus geen verdere toelichting : het tegenwoordig rechtsbegrip blijft bestaan, enkel de vroegere sommen worden vervangen door andere.

Niets is ook gewijzigd in den regel van artikel 17 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering : vonnissen van vrederechters blijven uitvoerbaar bij voorraad, ondanks beroep en zonder borg, tot een bedrag van driehonderd frank. Indien de veroordeeling eene hoogere som betreft, blijven zij eerst uitvoerbaar wanneer er eene uitdrukkelijke bepaling is en met borg

Daaruit volgt dus dat voorloopige uitvoering slechts bestaat voor zaken, in laatste beroep gewezen.

UITBREIDING VAN DE BEVOEGDHEID WAT BETREFT HET VOORWERP VAN DEN EISCH.

1^o *Kostgeld*. — Het wetsontwerp (art. 3) strekt zijne bevoegdheid uit tot de onderhoudskosten die min dan 600 frank bedragen en berustend op den rechtsgrond bedoeld bij de artikelen 203, 206 en 207 van het Burgerlijk Wetboek.

De vrederechter is dus niet bevoegd om uitspraak te doen over den eisch der vrouw tot het bekomen van kostgeld in den loop van een geding tot echtscheiding (art. 268, W. B. R). Dat is een tusschengeschil in een ander instantie.

Hoe gaat dit artikel samen met artikel 27 van de wet op de bevoegdheid, dat eene bijzondere wijze van raming voorschrijft, van toepassing op aanvragen om onderhoudskosten?

Artikel 3, lid 2 rangschikt onder de bijzondere bevoegdheid der vrederechters, 't is te zeggen die welke onafhankelijk is van de begroting van den eisch, eene nieuwe reeks zaken, de vorderingen tot onderhoudskosten die niet in het geheel 600 frank jaarlijksche rente te boven gaan.

Uit den voorgestelden tekst en de plaats welke hij in de wet op de bevoegdheid zal bekleeden onder de bepalingen die de bijzondere bevoegdheid der vrederechters vaststellen, blijkt dat de eischer tot het bekomen van onderhoudskosten deze niet meer behoeft te berekenen volgens artikel 27, om te weten of het voor de rechtbank van eersten aanleg dan wel voor den vrederechter is, dat hij zijne vordering moet instellen.

(1) Verslag aan de Kamer der Afgevaardigden, 28 Februari 1903.

Overschrijden de gevraagde onderhoudskosten niet 600 frank per jaar, zoo is het laatstgemelde die daarvan kennis neemt; in de andere gevallen is het de rechtbank van eersten aanleg.

Het cijfer 600 frank wijst de gansche som aan, die wordt geëischt, zelfs wanneer er verscheidene schuldenaars zijn, niet die welke van elk hunner wordt geëischt: dat ligt besloten in de woorden « in 't geheel », welke in den tekst voorkomen.

In welk ander geval nog moet de wijze van berekening volgens artikel 27 worden toegepast? Naar luid van den tekst, door de Regeering voorgesteld, zou artikel 27 niet meer van toepassing zijn in zake van onderhoudskosten tenzij voor het aanduiden van den aanleg ten aanzien van de eischen, rechtstreeks gebracht voor de rechtbank van eersten aanleg; deze zouden allen meer belooopen dan het bedrag bepaald voor den laatsten aanleg.

Trouwens, zooeven hebben wij vastgesteld, dat artikel 27 niet meer zal dienen om de bevoegdheid te bepalen. Evenmin zou het dienen tot bepaling van de rechtsmacht, in zaken die voor den vrederechter zijn gebracht, vermits het voorgesteld artikel 5^{bis} aan hem slechts in eersten aanleg opdraagt uitspraak te doen in soortgelijke zaken.

Men kan zich afvragen of het ontwerp over dit punt niet dient te worden gewijzigd en of men aan de vrederechters niet moet veroorloven voorgoed uitspraak te doen over eischen die niet het bedrag van hunne gewone bevoegdheid te boven gaan: in dit geval, de eischen waarvan de gekapitaliseerde waarde volgens artikel 27 minder bedraagt dan 300 frank.

In de practijk is dit punt overigens slechts van heel gering belang, omdat eischen van onderhoudskosten, welker jaarlijksch bedrag niet 300 frank bereikt, uiterst zeldzaam voorkomen.

Ook was de Commissie van meening dat de woorden « in eersten aanleg » behoorden weg te vallen uit de voorgestelde bepaling.

De begrooting van den eisch tot bepaling van den aanleg zal dus geschieden overeenkomstig de bepalingen van het gemeene recht.

De vrederechters zullen in eersten aanleg uitspraak doen, indien het bedrag van den eisch, bepaald overeenkomstig artikel 27 van de wet op de bevoegdheid, 300 frank overschrijdt.

Dat is hier vatbaar voor tweeërlei uitlegging en het kwam nutteloos voor, het uitdrukkelijk te verklaren in den tekst van een amendement.

Zoo zal er overeenstemming bestaan tusschen twee verschillende zaken, gerangschikt onder de bijzondere bevoegdheid en die, krachtens het eerste lid van artikel 3 der wet van 1876, in laatsten aanleg worden gewezen tot eene waarde van 100 frank en het voortaan zullen zijn tot eene waarde van 300 frank.

2^o Machtiging van de gehuwde vrouw.

Er is beweerd, dat de vrederechter niet het recht heeft de gehuwde vrouw te machtigen in rechten op te treden, en dat artikel 218 van het Burgelijk Wetboek slechts van toepassing is op de gewone rechtsmachten.

Wat is het onredelijk, te eischen dat eene vrouw, die recht moet vorderen bij den vrederechter, haren man voor de burgerlijke rechtbank moet dagvaarden om te worden gemachtigd!

Krachtens artikel 41 der wet van 10 Maart 1900, kan reeds de vrederechter de gehuwde vrouw machtigen in rechten op te treden voor elk geschil betreffende zaken van werk, arbeid en loon.

Deze bepaling werd ook opgenomen in artikel 65 van de wet op de werkrechtersraden.

Deze twee teksten onderstellen niet het vaststellen van afwezigheid of verhinderings vanwege den echtgenoot.

Hier zal hetzelfde bestaan: het inzenden van de bij het nieuw artikel 3ter voorziene verwittiging volstaat.

De verwittiging is een schriftelijk officieel bericht, gezonden aan den belanghebbenden persoon. Zij zal geschieden door den griffier, onder het toezicht van den rechter.

De rechter zal de in acht te nemen termijnen bepalen en zien of de partij voldoende werd verwittigd. Het is de toepassing van het beginsel, dat, in zake van dagvaardingen voor het vrederecht, den vrederechter toelaat te zien wat er van is (art. 21, W. B. R.).

3° *Uitbreidingen, door de Commissie voorgesteld.* — De Commissie was van oordeel, dat de bevoegdheid van den vrederechter zonder bezwaar kan worden uitgestrekt tot andere geschillen, waarbij geene aanzienlijke belang op het spel staan en waar de kosten en termijnen van rechtspleging eene bron van onuitstaanbare misbruiken zijn.

Eindvonnissen worden al te vaak gesnuikt door wedereischen, welke de rechtbanken van eersten aanleg eerst oplossen na vele maanden, — kwade wil of lijdelijke tegenstand vanwege den terugeischer, soms verbonden met den beslagene, verstrekken de doelmatigste medehulp tot die vertraging.

Doet de oplossing zich voor, dan is het pand ontoereikend geworden om de staten van de avoués en het loon van den bewaker te dekken.

Anderdeels zijn de bezwaren der rechtspleging in zake van beslag onder derden even groot.

Thans reeds, naar luid van artikel 822 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, kan de schuldeischer, die een beslag wil leggen in handen van derden, zich wenden tot den voorzitter der rechtbank *of tot den vrederechter*. Doch wanneer deze laatste het beslag heeft veroorloofd, kan hij de geldigheid daarvan niet beoordeelen: hij kan uitspraak doen over de gegrondheid van den eisch waarop het beslag berust. Doch men moet naar de burgerlijke rechtbank terugkeeren om te laten vonnissen over iets wat nog slechts een kwestie van rechtspleging is...

Hetzelfde geldt voor het beslag op goederen van schuldenaren die in 't gebied niet 't huis hooren.

Daaruit volgen twee lange en veelkostende processen, het eerste vóór den vrederechter, het tweede vóór de rechtbank.

Waarom zou men hier den regel niet uitbreiden dien artikel 3, 1°, aange-

nomen heeft, waar het een eisch geldt tot geldigverklaring of opheffing van pandbeslag?

De Commissie was dan ook van meening dat het wenschelijk zou zijn, deze rechtsgedingen zoo spoedig en goedkoop mogelijk te kunnen afhandelen.

Artikel 14 der Fransche wet van 12 Juli 1905 schenkt den vrederechter eene beperkte bevoegdheid in zaken van gewoon beslag onder derden. De wet van 13 Juli 1907 vermeerderde nog deze macht in een bepaald geval: De vrederechter is bevoegd om kennis te nemen van de beslagen onder derden, waarvan de *rechtsgronden* de perken zijner bevoegdheid niet overschrijden.

Zulke bepaling zou in ons land dezelfde uitmuntende uitslagen kunnen opleveren.

Het geldt gewoonlijk schuldeischers of schuldenaars van zeer belangwekkenden aard, wier gansche vermogen thans wordt verzwolgen in een kolk van onkosten.

Het levert volstrekt geen bezwaar op, de afwijking van den regel, dat de rechters niet kennis nemen van de uitvoering hunner vonnissen, uit te breiden; deze afwijking werd reeds gehuldigd door artikel 6 der wet van 25 Maart 1841 en artikel 6 der wet van 25 Maart 1876.

De Commissie heeft deze opmerkingen samengevat in een amendement dat, in verband met de uitvoering der vonnissen, zijne plaats moet vinden na de bepalingen waarbij de gewone bevoegdheid der vrederechters wordt geregeld.

Zij wijst erop dat in de bepaling betreffende de rechtspleging van het beslag onder derden het recht besloten ligt voor den vrederechter, uitspraak te doen over de eischen tot bevestigende verklaring.

Wanneer de titels van de schuldeischers betwist worden en de gronden der betwisting de bevoegdheid te buiten gaan, zullen zij de zaak schorsen tot dat de burgerlijke rechtbanken uitspraak hebben gedaan.

* *

Die uitbreiding is in overeenstemming met den wensch uitgedrukt door de Nationale Commissie voor de kleine burgerij: « het getal beteekeningen voorgescheven voor de rechtspleging in zake van beslag onder derden, pandbeslag, beslag in eigening, beslag op onroerende goederen, behoort te worden verminderd; de rechter, die over den grond der zaak uitspraak doet, dient bevoegdheid te bekomen tot toelating van beslag onder derden, bewarend beslag, pandbeslag en beslag in eigening. » (1)

* *

Den 24ⁿ Maart 1876, werd titel II van het voorafgaand Boek van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, waarvan het tweede hoofdstuk handelde over verzoening, voorgoed aangenomen door de Kamer en den Senaat.

Deze bepalingen werden nooit afgekondigd — alhoewel de leden van de Kamer en den Senaat herhaaldelijk bij de Regeering hebben aangedrongen opdat deze afkondiging, waarvan zij de gepastheid aantoonden, zou plaats hebben.

(1) *Verlagen en wenschen*, bl. 144, *proces-verbaal*, 4^e en 5^e afdeeling, vergadering van 22 Januari 1907, bl. 276.

Ten einde die afkondiging niet in den weg te staan, heeft de Regeering op 26 Januari 1896 een wetsontwerp overgelegd, houdende namelijk intrekking van titel I Boek II, eerste gedeelte, van hetzelfde Wetboek, dezelfde zaken regelende, alsmede van al de bepalingen van dat Wetboek en van de voorafgaande wetten die uitdrukkelijk ontslaan van de voorafgaande poging tot verzoening, zooals de artikelen 320, 343, 366, 839, 871, 883 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, artikel 94 der wet van 16 December 1831, artikel 55 der wet van 15 Augustus 1834, enz.

Alhoewel de heer Bilaut daarover, namens de bijzondere commissie, een gunstig verslag uitbracht op 24 April 1896, werd er toch geen gevolg gegeven aan bedoeld ontwerp.

Uwe Commissie was van gevoelen dat het hoogst wenschelijk zou zijn deze hervorming, zonder langer uitstel, tot stand te brengen.

Op het ontwerp, dat wij in dit verslag bespreken, werd zelfs een amendement, door een der leden van de Commissie opgesteld, ingediend, doch bedoeld lid gaf toe dat het, met het oog op hetgeen vroeger gebeurde, inzonderheid gelet op de stemmingen van 24 Maart 1876, verkieslijk zou zijn dat die wijziging het voorwerp zou uitmaken van een voorstel uitgaande van de Regeering.

DE POLITIERECHTER.

Het getal strafzaken, voor de politierechtbanken in de groote steden gebracht, is aanzienlijk.

Op 169,138 betichten verschenen er 18,118 voor de vrederechters van Brussel en 13,639 voor die van Antwerpen.

Een vijfde van de betichten stond terecht wegens wanbedrijven, naar den politierechter verwezen door de raadkamer.

Zoo het getal dezer betichten afneemt, klimt integendeel het getal dergenen die worden vervolgd wegens overtreding van provincie- en gemeentereglementen; de reden van deze vermeerdering vindt men in de rubriek: groote wegens en gerij.

Niemand denkt er aan, zich te beklagen over de toenemende deelneming die van de vrederechters wordt gevraagd in de bedeeing van het strafrecht. Integendeel, het verslag der middenafdeeling over de begroting van justitie voor het loopende dienstjaar vroeg of men niet « tal van wanbedrijven, voorzien bij het Boschwetboek, de wetten op de posterijen, op de stadswegen, op de geneeskunde, de veeartsenijkunst en veel andere », zou kunnen onderwerpen aan de vrederechters.

Toch er valt niet te denken aan deze uitbreiding van bevoegdheid, zoo deze nieuwe arbeid zich komt voegen bij den huidige last der vrederechters in burgerlijke zaken. De voor eenige jaren aangeprezen hervorming, waarbij veroordeeling per brief zou worden ingevoerd voor geringe overtredingen die geen aanleiding tot betwisting kunnen geven, zou wellicht eene uitmuntende oplossing zijn, doch zij kon nog niet worden onderworpen aan het onderzoek dat zij verdient.

De instelling van een politierechter te Brussel—daar waar de rollen vooral overlast zijn en waar de uitbreiding der bevoegdheid het aantal burgerlijke

zaken merkelyk zal doen aangroeien — zal eene proef zijn waarvan de uitslag zal uitwijzen of zij ook in andere steden van het land zal dienen te worden toegepast. Men heeft de vrees geopperd dat een magistraat, die door den aard van zijne ambtsbezigheden uitsluitend kennis moet nemen van zaken van denzelfden aard, zekere geestesontaarding zou kunnen ondergaan en buiten de rechtskundige studiën staan, die de verschillende zaken, onderworpen aan een rechter wiens bevoegdheid niet uitsluitend is, vereischen.

Daarop werd geantwoord dat dit werk — hetwelk de politierechter zal verrichten met twee plaatsvervangers — ook de burgerlijke geschillen bevat, die samengaan met de vervolgde overtredingen, en waarvan vergoeding geëischt wordt door de burgerlijke partij.

Deze belangen zijn aanzienlijk : Halen wij enkel aan de gevolgen van ongevallen met rijtuigen; dikwijls zijn hier schattingen door deskundigen noodig, plaatsopnemingen, onderzoek van allerhande zaken voor de berekening der aansprakelijkheid.

De overtredingen van de reglementen op het bouwen, die verplichting tot afbraak naslepen, geven aanleiding tot zeer kiesche vraagstukken.

De rechter, belast met den dienst der politie, zal niet vreemd blijven aan het burgerlijk recht, doch hij zal zich kunnen bekwamen op een meer bijzonder gebied : zijne bijzondere kennis van de gemeentereglementen en van de wetten zal hem in staat stellen de gebreken en leemten ervan in het licht te stellen en stof te verzamelen met het oog op de noodige hervormingen.

Het afdalen in vakstudiën heeft zijne voorstanders en bestrijders.

Er werd vooral op aangedrongen dat er in eene stad met drie kantons een onbetwistbaar voordeel was te vinden in het aannemen van eene gelijke rechtspraak bij de verklaring van teksten en de toepassing der straffen : een bestendig rechter zal beter in staat zijn — vooral in zaken van landlooperij en overtredingen gepleegd door kinderen — de wet toe te passen dan magistraten die niet weten hoe dezelve feiten werden beoordeeld in het vorige kwartaal.

Ook kan men van meening zijn, dat de instelling van een politierechter zal kunnen bijdragen tot de hervorming van de rechtbanken voor kinderen. Deze instelling is hoogst wenschelijk. Moge ze niet lang achterwege blijven !

*
* * *

Is eenmaal de politierechter aangesteld, dan dient ook zijne ambtsbevoegdheid nauwkeurig te worden omschreven.

De nieuwe magistraat — die terecht den *voorzitter der politierechtbank* zou kunnen worden genoemd ; zijne vonnissen bevatten trouwens in hunne opschriften den naam van den rechter, gevolgd door de vermelding *Voorzitter* — zal een vrederechter zijn, die gelijkstaat met de andere rechters van denzelfden rang.

Doch, alhoewel vrederechter, heeft hij niet al de ambtsbevoegdheden der overige vrederechters; hij heeft noch vrijwillige, noch bestuurlijke rechtsmacht.

Hij is *uitsluitend* belast met al de strafzaken behorende tot de bevoegdheid der vrederechters. Hij alleen is belast met de toepassing van de wet op de landlooperij.

Hij is er *alleen* mede belast : zijne ambtgenooten zijn ontlast van een gedeelte der ambtsbevoegdheden die zij tot hiertoe bezaten : deze bevoegdheid alleen wordt de zijne. Hij kan dus niet optreden om de bijzondere bevoegdheden uit te oefenen die hun deel zijn : het verlijden van zekere akten, zooals overeenkomsten van aanneming als kind, akten van ontvoegding, van officiëuse voogdij, van bekendheid, ontvangst van zeeverslagen, verzegelingen, uitvoerbaarverklaring van dwangbevelen.

Bevestiging van processen-verbaal vaststellende overtredingen van gemeen recht wordt doorgaans niet geëischt te Brussel; zooniet zou het zijne taak zijn.

Daarentegen worden de processen-verbaal in fiskale zaken niet aangezien als akten betreffende de politie. Dus moet de « burgerlijke » vrederechter zijne tussenkomst blijven leenen in deze zaken, alsook in de gevallen waarin zijn optreden geëischt wordt voor het openen van deuren met het doel zekere zaken vast te stellen.

De politierechter zal ook den tuchtraad van de burgerwacht voorzitten. Thans wordt dit ambt waargenomen door elken vrederechter gedurende zijn politiekwartaal.

De Bijzondere Commissie denkt het nuttig de strekking van het ontwerp te moeten bepalen door het woord « uitsluitend » daarin op te nemen.

*
* *

De inrichting, krachtens artikel 4 van het ontwerp, van eene politierechtbank voor de drie kantons te Brussel zal moeten worden aangevuld door het instellen van een nieuw ambt van griffier bij de politierechtbank. Het is niet noodig, deze instelling in de wet zelf te voorzien : de tabellen, gehecht aan de wet over de rechterlijke inrichting, bevatten niet de aanduiding van de ambten van griffier bij het vrederecht, zooals dit het geval is bij de hoven en rechtbanken van eersten aanleg. Ook voorzag geen enkele wet, houdende inrichting van nieuwe vrederechten, uitdrukkelijk de aanstelling van griffiers.

*
* *

Daar er drie plaatsvervangers zijn in de overige vrederechten te Brussel, bestaat er geen reden, schijnt het, om hun getal op twee te bepalen bij de politierechtbank.

De huidige hervorming zal noodzakelijk binnen korten tijd moeten worden aangevuld door bijkomende hervormingen.

De werking van de wet zal uitwijzen of er geen reden bestaat om zekere bepalingen in te voeren ten einde de kennisneming van zekere gedingen terug te schenken aan rechters die dichter bij de gedaagden wonen : men wijst hieromtrent op het misbruik van het beding van keus van domicilie, dat in zekere verzekeringspolissen is opgenomen : verzekerden, die op de

grenzen van het land wonen, zijn verplicht, om niet bij verstek te worden veroordeeld, zich te komen verdedigen voor een rechter in de hoofdstad.

De ongevallenwet belet deze praktijken door uitsluitend den rechter van het domicilie van het slachtoffer bevoegd te maken.

Anderdeels is de rangschikking der vredegerechten zeer slecht geregeld : de vredegerechten van Brussel zijn van de tweede klasse, en terwijl twee rechters en hunne griffiers ten persoonlijken titel in eene hoogere klasse behouden blijven, komt hun ambtgenoot, wiens werkzaamheden even belangrijk zijn als die van de beide anderen te zamen, in eene lagere klasse voor.

Dat is een toestand die niet kon blijven duren.

Doch moest men al deze vraagstukken onderzoeken en willen oplossen, dan zou men gevaar loopen niets tot stand te brengen.

De Commissie heeft dan ook gedacht daartoe niet te moeten besluiten.

Deze beschouwing alleen verhindert dat het hulpmiddel in deze wet wordt opgenomen.

*
* *

Verscheidene nieuwe voorstellen werden aan den oorspronkelijken tekst van het ontwerp toegevoegd; ten gevolge van voorgestelde wijzigingen kon de nummering dezelve niet blijven.

Onder die omstandigheden, met het oog op de helderheid van het ontwerp, schijnt het verkieslijk de bepalingen der wet van 23 Maart 1876 te volgen, artikel per artikel, en al de bepalingen, die in verband staan met een bepaald artikel der wet van 1876, aan een bijzonder artikel te verbinden.

*
* *

Met 4 stemmen tegen 1 heeft de Commissie de eer, u voor te stellen het ontwerp aan te nemen.

De Verslaggever,

P. WAUWERMANS,

De Voorzitter,

P. JANSON.



(11)

Tekst der Regeering. — Tekst der Commissie.

Texte du Gouvernement.

ARTICLE PREMIER.

L'article 2, les alinéas 1 et 2 de l'article 3 et l'article 7 de la loi du 25 mars 1876 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« ART. 2. — Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 300 francs, et, en premier ressort, jusqu'à la valeur de 600 francs

» ART. 3, alinéas 1 et 2. — Ils connaissent, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 300 francs, et, en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever :

» 1° Des actions en paiement de loyers ou fermages, des congés, des demandes en résiliation de baux fondées sur le seul défaut de paiement, des expulsions de lieux et des demandes en validité ou en mainlevée de saisie gagerie, pourvu que le prix annuel de la location n'excède pas 600 francs.

» ART. 7. — Quand la valeur de la demande dépasse 600 francs, ils se déclarent pareillement incompétents, dans les cas prévus aux n°s 1, 2, 3, 4, 9, 10 et 11 de l'article 3, si le titre, la propriété, les droits de servitude ou la mitoyenneté du mur sont contestés. »

ART. 2.

Le chiffre de 300 francs est substitué au chiffre de 100 francs aux articles 8 et 21 de la loi du 7 octobre 1886 (Code rural).

Tekst der Regeering.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 2, de alinea's 1 en 2 van het 3^{de} artikel en artikel 7 der wet van 25 Maart 1876 worden door de volgende bepalingen vervangen :

« ART. 2. — De vrederechters nemen kennis van al de burgerlijke rechtsvorderingen, in hoogsten aanleg tot eene waarde van 300 frank en, in eersten aanleg, tot eene waarde van 600 frank.

» ART. 3, alinea's 1 en 2. — Zij nemen kennis, in hoogsten aanleg tot eene waarde van 300 frank en, in eersten aanleg, hoe groot het bedrag van den eisch ook zij :

» 1° Van de rechtsvorderingen tot betaling van huishuren of pachten, van de opzeggingen, van de eischen tot vernietiging van huurcedels, gegrond enkel op het in gebreke blijven van betalen, van de plaatsontuimingen en van de eischen tot geldigverklaring of opheffing van pandbeslag, mits de jaarlijksche huurprijs niet meer dan 600 frank bedraagt.

» ART. 7. — Wanneer de waarde van den eisch 600 frank te boven gaat, verklaren zij zich eveneens onbevoegd, in de gevallen voorzien bij n°s 1, 2, 3, 4, 9, 10 en 11 van artikel 3, indien de titel, de eigendom, de rechten van erfdienstbaarheid of de gemeenschap van den muur worden betwist. »

ART. 2.

Het cijfer « 100 frank » wordt door het cijfer « 300 frank » vervangen in de artikelen 8 en 21 der wet van 7 October 1886 (Landelijk Wetboek, .

Texte de la Commission.

Tekst der Commissie.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

L'article 2 de la loi du 25 mars 1876 est remplacé par la disposition suivante :

Artikel 2 der wet van 25 Maart 1876 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. — Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 500 francs, et, en premier ressort, jusqu'à la valeur de 600 francs.

« Art. 2. — De vrederechters nemen kennis van al de burgerlijke rechtsvorderingen, in hoogsten aanleg tot eene waarde van 500 frank en, in eersten aanleg, tot eene waarde van 600 frank. »

(Voir article 3 du texte de la Commission.)

(Zie artikel 3 van den tekst der Commissie.)

(Voir article 5 du texte de la Commission.)

(Zie artikel 5 van den tekst der Commissie.)

Texte du Gouvernement

ART. 3.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 25 mars 1876, à la suite de l'article 3 :

« ART. 3^{bis}. — Les juges de paix connaissent, en premier ressort, des demandes en pension alimentaire n'excédant pas en totalité 600 francs par an, fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil. »

(Voir plus loin la suite de cet article.)

Tekst der Regering.

ART. 3.

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan de wet van 25 Maart 1876, na artikel 3 :

« ART. 3^{bis}. — De vrederechters nemen kennis, in eersten aanleg, van de eischen tot bekoming van kostgeld, in het geheel niet meer dan 600 frank per jaar bedragende en gegrond op de artikelen 205, 206 en 207 van het Burgerlijk Wetboek. »

(Zie hieronder het vervolg van dat artikel).

Texte de la Commission.

ART. 2.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 25 mars 1876, à la suite de l'article 2 :

ART. 2bis. — Les juges de paix connaissent des demandes en pension alimentaire n'excédant pas en totalité 600 francs par an, fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil.

ART. 3.

Les alinéas 1 et 2 de l'article 3 de la loi du 25 mars 1876, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« ART. 3, alinéas 1 et 2. — Ils connaissent, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 300 francs, et, en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever :

» 1° Des actions en paiement de loyers ou fermages, des congés, des demandes en résiliation de baux fondées sur le seul défaut de paiement, des expulsions de lieux et des demandes en validité ou en mainlevée de saisie gagerie, pourvu que le prix annuel de la location n'excède pas 600 francs.

ART. 4.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 25 mars 1875, à la suite de l'article 3 :

ART. 3bis. — Les juges de paix connaissent des demandes en validité, nullité et mainlevée de saisies-

Tekst der Commissie.

ART. 2.

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan de wet van 25 Maart 1876, na artikel 2 :

« ART. 2bis. — De vrederechters nemen kennis van de eischen tot bekoming van kostgeld, in het geheel niet meer dan 600 frank per jaar bedragende en gegrond op de artikelen 205, 206 en 207 van het Burgerlijk Wetboek. »

ART. 3.

De alinea's 1 en 2 van artikel 3 der wet van 25 Maart 1876 worden vervangen door de volgende bepalingen :

« ART. 3, alinea's 1 en 2. — Zij nemen kennis, in hoogsten aanleg tot eene waarde van 300 frank en, in eersten aanleg, hoe groot het bedrag van den eisch ook zij :

» 1° Van de rechtsvorderingen tot betaling van huishuren of pachten, van de opzeggingen, van de eischen tot vernietiging van huurcedels, gegrond enkel op het in gebreke blijven van betalen, van de plaatsontuimingen en van de eischen tot geldigverklaring of opheffing van pandbeslag, mits de jaarlijksche huurprijs niet meer dan 600 frank bedraagt. »

ART. 4.

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan de wet van 25 Maart 1875, na artikel 3 :

« ART. 3bis. — De vrederechters nemen kennis van de eischen tot geldigheid, nietigheid en opheffing

Texte du Gouvernement.
—Tekst der Regeering.
—

» ART. 5^{ter}. — Les juges de paix peuvent autoriser une femme mariée à ester en justice devant leur tribunal,

» ART. 5^{ter}. — De vrederechters mogen eene gehuwde vrouw toelaten vóór hunne rechtbank in rechten te

Texte de la Commission.

exécutions, de saisies-arrêts et oppositions, des demandes en déclaration affirmative, des demandes en validité, nullité en mainlevée, de saisies-brandons, de saisies-revendications, de saisies sur débiteurs forains, des demandes en revendication d'objets saisis, lorsque les causes de la saisie n'excèdent pas les limites de leur compétence.

Le juge de paix du domicile du débiteur et même celui du tiers saisi ont en ce cas compétence pour délivrer, sur requête, la permission exigée par l'article 558 du Code de procédure civile.

En ces matières, comme en matière de saisie-gagèrie, si les saisies ne peuvent avoir lieu qu'en vertu de la permission du juge, cette permission sera accordée sur requête, par le juge de paix du domicile du débiteur ou encore du domicile du tiers saisi, s'il s'agit de saisies-arrêts ou de saisies-exécutions.

S'il s'agit de saisies-brandons, de saisies-revendications, de saisies-gagèries et de saisies sur débiteurs forains, la permission sera accordée par le juge du lieu où la saisie aura été faite.

» ART. 3^{ter}. — Les juges de paix peuvent autoriser une femme mariée à ester en justice devant leur tribunal, lors-

Tekst der Commissie.

van inbeslagnemingen bij uitvoering, van beslag onder derden en verzet, van de eischen tot bevestigende verklaring, van de eischen tot geldigheid, nietigheid en opheffing van beslag op vruchten te veld, van beslag in eigening, van beslag op goederen der buiten 't gebied wonende schuldenaren, van de eischen tot terugvordering van in beslag genomen voorwerpen, wanneer de rechtsgronden der beslaglegging de perken van hunne bevoegdheid niet te buiten gaan.

» De vrederechter der woonplaats van den schuldenaar en zelfs die der woonplaats van den derden beslagene zijn, in dit geval, bevoegd de toelating, vereischt bij artikel 558 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, te verleen en op verzoekschrift.

» In deze zaken, zooals in zake van pandbeslag, indien het beslag niet kan geschieden dan uit kracht van de toelating des rechters, wordt deze toelating verleend, op verzoekschrift, door den vrederechter der woonplaats van den schuldenaar en zelfs door dien der woonplaats van den derden beslagene, indien het inbeslagnemingen onder derden of bij uitvoering betreft.

Indien het betreft beslag op vruchten te veld, beslag in eigening, pandbeslag en beslag op goederen der buiten 't gebied wonende schuldenaren, wordt de toelating verleend door den rechter der plaats waar het beslag moet worden gedaan.

» ART. 3^{ter}. — De vrederechters mogen eene gehuwde vrouw machtigen voor hunne rechtbank in rechten

Texte du Gouvernement.

lorsqu'elle n'obtient pas cette autorisation de son mari entendu ou dûment appelé par voie de simple avertissement. »

(Voir article 2 du texte du Gouvernement.)

ART. 4.

Il est créé, Bruxelles, une justice de paix supplémentaire dont le titulaire est chargé, avec trois suppléants, d'assurer le service du tribunal de police.

Dispositions transitoires.

ART. 5.

Les affaires régulièrement introduites avant l'entrée en vigueur de la présente loi seront continuées devant le juge qui en sera saisi.

Dans toutes les instances dans lesquelles n'est intervenu aucun jugement interlocutoire ni définitif, le droit d'interjeter appel sera réglé d'après les dispositions de la présente loi.

Tekst der Regeering.

verschijnen, wanneer zij die toelating niet verkrijgt van haren echgenoot, die werd gehoord of behoorlijk opgeroepen bij eenvoudige waarschuwing. »

(Zie artikel 2 van den tekst der Regeering).

ART. 4.

Een aanvullend vredegerecht wordt te Brussel opgericht, waarvan de titularis, met drie plaatsvervangers, is belast met de waarneming van den dienst der politierechtbank.

Overgangsbepalingen.

ART. 5.

De zaken, regelmatig ingeleid vóór de invoering dezer wet, worden voortgezet voor den rechter bij wien zij aanhangig werden gemaakt.

Voor al de rechtsvorderingen, waarin geen interlocutoir of eindvonnis is gewezen, wordt het recht om in hooger beroep te gaan geregeld naar de bepalingen van deze wet.



Texte de la Commission.

—
qu'elle n'obtient pas cette autorisation de son mari entendu ou dûment appelé par voie de simple avertissement. »

ART. 5.

Le chiffre de 300 francs est substitué au chiffre de 100 francs aux articles 8 et 21 de la loi du 7 octobre 1866 (Code rural).

ARR. 6.

(Comme ci-contre.)

Dispositions transitoires.

ART. 7.

(Comme ci-contre.)

Tekst der Commissie.

—
op te treden. wanneer zij deze machtiging niet verkrijgt van haren echtgenoot, gehoord of behoorlijk opgeroepen bij eenvoudige waarschuwing. »

ART. 5.

Het cijfer « 100 frank » wordt door het cijfer « 300 frank » vervangen in de artikelen 8 en 21 der wet van 7 October 1866 (Landelijk Wetboek).

ART. 6.

(Als hiernevens.)

Overgangsbepalingen.

ART. 7.

(Als hiernevens.)

